

LETTRE EN DATE DU 5 MAI 1948 ADRESSEE PAR L'AGENCE JUIVE
POUR LA PALESTINE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE

Monsieur le Président,

1. Le 1er mai je vous ai adressé un télégramme dont je vous joins copie, dans lequel j'attirais votre attention sur des communiqués de presse annonçant l'invasion de la Palestine par les forces régulières de la Syrie et du Liban qui traversaient la frontière septentrionale, et par des forces égyptiennes qui traversaient la frontière méridionale.

2. Les informations concernant l'invasion en provenance de l'Egypte ont été dans la suite démenties par les autorités égyptiennes. On avait d'abord ajouté foi à ces informations, étant donné un rapport précédent en date du 27 avril, suivant lequel le Ministère égyptien des communications avait déclaré au Caire que d'importantes forces armées égyptiennes avaient été envoyées à la frontière de Palestine.

3. En ce qui regarde l'invasion signalée en provenance de la Syrie et du Liban à travers les frontières septentrionales, on dispose maintenant d'informations authentiques sur le cours réel des événements; je me permets de les résumer dans les paragraphes suivants pour l'information du Conseil de sécurité.

4. Aux premières heures du jour, le samedi 1er mai, une attaque a été lancée de Syrie contre deux colonies juives, Dan et Dafne, à la pointe extrême nord-est de la Palestine, par des soldats réguliers de l'armée syrienne qui ne portaient aucun insigne. Leur équipement comprenait des véhicules blindés et des canons de campagne, parmi lesquels des pièces de deux livres et de vingt-cinq livres. Plus tard dans la journée, les attaques s'étendirent jusqu'à la colonie de Kfar Szold, où le bâtiment central fut gravement endommagé par des obus, de même que la colonie de Iohavoth Habashan. Ce même jour, des forces venant du Liban, également pourvues de voitures blindées et d'artillerie, attaquèrent la colonie de Ramat Naftali, où elles causèrent des destructions et infligèrent des dommages aux personnes. Dans toutes ces colonies les forces juives de défense entrèrent en action et les envahisseurs se retirèrent.

5. Le même jour 1er mai, à 8 heures du matin, une émission radiodiffusée du Caire déclarait que trois brigades syriennes mécanisées passaient à l'attaque des colonies juives dans la Haute Galilée. Le lendemain matin, les stations arabes de radio démentirent cette nouvelle. Des avions britanniques survolaient la zone frontière septentrionale le dimanche 2 mai dans l'après-midi ne signalèrent aucun signe d'invasion. Tous ces démentis se trouvent controuvés par les récits de témoins oculaires, par le fait que des édifices ont été endommagés et qu'il y a eu plusieurs blessés.

6. Depuis le télégramme que je vous ai envoyé le 1er mai, les troupes régulières de ses voisins du nord ont effectué de nouvelles attaques sur le territoire palestinien.

7. Le 4 mai, des forces armées libanaises sont de nouveau entrées en Palestine. Un groupe pourvu d'artillerie légère a franchi la frontière près du village de Udeissa (district de Metullah), et s'est dirigé vers Ramat Naftali. Un autre groupe, utilisant des véhicules de l'armée libanaise, a franchi la frontière près du bureau des douanes de Malikya, dans le district de Huleh. Au même moment on apprenait qu'une formation de l'armée syrienne était partie de Damas et se concentrait à Batika, à la frontière nord-est de la Palestine.

8. D'après des sources dignes de foi, les attaques "en coup de main" qui se sont produites jusqu'ici ont pour but de sonder l'importance des défenses juives dans l'attente d'une invasion véritable.

9. Il convient de rapprocher les faits rappelés ci-dessus de ce qui s'est passé à la Conférence des chefs des Etats arabes qui s'est tenue le 26 avril à Amman, capitale de la Transjordanie, et des déclarations faites à cette occasion, et à d'autres, relatives à un plan concerté pour l'invasion de la Palestine par les armées arabes régulières. Une pièce adjointe à cette lettre fournit des extraits de ces déclarations, qui ont paru dans la presse.

10. Mon télégramme du 1er mai mentionnait, entre autres choses, un rapport provenant d'une source digne de foi et relatif aux mouvements d'une forte colonne de soldats irakiens qui se dirigeait, par la Transjordanie, vers la Palestine, en vue de se joindre à l'invasion. Le 3 mai, l'Associated Press signalait de Amman que les avant-gardes du corps expéditionnaire de l'armée irakienne pour la Palestine avaient campé ce jour-là à Mafrak, en Transjordanie. L'agence ajoutait que Mafrak serait le centre d'opérations des troupes irakiennes jusqu'à la veille du 15 mai, date d'expiration du Mandat britannique sur la Palestine. "Les Arabes sont probablement convaincus ajoutait le rapport, que l'invasion ouverte ne doit se faire qu'après l'expiration du Mandat. Les chefs militaires arabes responsables sont

énergiquement opposés à risquer à en venir aux mains avec les Britanniques". Le 1^{er} mai, l'Agence arabe d'information annonçait que des avions militaires irakiens avaient jeté des proclamations aux troupes irakiennes stationnées en Transjordanie et prêtes à se battre en Palestine. Ces proclamations contenaient un message d'encouragement du Régent de l'Irak.

11. Une question particulièrement grave est le rôle qu'a déjà joué et que doit jouer à l'avenir la Légion arabe de Transjordanie dans l'invasion de la Palestine et les attaques contre les Juifs. L'Agence juive a eu l'occasion de souligner, dans sa déclaration au Conseil de sécurité, la responsabilité qui incombe à cet égard au Gouvernement du Royaume-Uni. Le 16 avril, Sir Alexander Cadogan a déclaré devant le Conseil de sécurité que les forces de la Légion arabe évacueraient la Palestine avant le 15 mai. De son côté, le Secrétaire du Foreign Office a, le 28 avril, donné la même assurance à la Chambre des communes. Ce même jour, en dépit des déclarations de ces hauts fonctionnaires britanniques, le roi de Transjordanie a déclaré dans une interview que les troupes de sa Légion avaient occupé Jéricho, de même que "les troupes de reconnaissance précèdent toujours l'armée régulière". Une semaine auparavant, un groupe important de la Légion arabe avait occupé le camp Alamein dans la banlieue de Jérusalem, afin d'y remplacer des troupes britanniques.

12. Ces mouvements récents de la Légion arabe ne se sont pas limités à l'occupation de camps militaires. Le 28 avril, la Légation de Transjordanie à Beyrouth a annoncé que la Légion arabe s'était emparée de la colonie juive de Gesher, située sur la frontière de la Palestine et de la Transjordanie. Ce rapport était d'ailleurs faux. La vérité, c'est que pendant 48 heures, à partir du 28 avril, un groupe de la Légion arabe a bombardé la colonie et a menacé de l'anéantir complètement si elle refusait de se rendre. Personne ne se rendit et les assaillants furent repoussés. Il y eut deux tués parmi les colons. Suivant un rapport daté de Amman et publié par l'Agence d'information arabe, l'héritier présumé de Transjordanie, l'Emir Talal, dirigeait en personne les opérations.

13. Le 4 mai, la Légion arabe, soutenue par des unités blindées et de l'artillerie, prit part à une bataille importante dirigée contre les colonies juives de la région de Kfar Etzion, au sud de Bethléem. Les colons juifs eurent onze morts et plus de vingt blessés. L'attaque fut repoussée.

14. Au cours de ces derniers jours, les autorités militaires britanniques ont envoyé en toute hâte en Palestine des renforts provenant de Malte et d'ailleurs. D'après une déclaration d'un porte-parole du Gouvernement britannique, cette mesure avait pour but de fournir des renforts en raison des opérations des Juifs dans la région de Jaffa. Aucun acte d'agression de la part des Arabes n'avait encore paru suffisant pour justifier une mesure de ce genre. Ainsi, les autorités militaires britanniques n'ont pris aucune décision quand les forces Kaukjis ont lancé une grande attaque contre Mishmar Haemek. Dès leur arrivée en Palestine, une partie des troupes britanniques récemment arrivées sont, d'après certains rapports, entrées en action contre les forces juives de défense d'Haïfa et de la région de Tel-Aviv. Elles n'ont rien fait pour empêcher ou réduire l'activité de la légion arabe à Kfar Etzion.

15. L'Agence juive a l'honneur de déclarer que les faits ci-dessus, ainsi que ceux qui sont exposés dans la pièce ci-jointe, ne permettent pas de douter que les forces des Etats arabes voisins de la Palestine ont déjà commis des actes d'agression contre ce pays et qu'elles se proposent, dans un avenir très proche, d'entreprendre des opérations offensives sur une grande échelle dès le 15 mai, date d'expiration du Mandat britannique. L'Agence juive demande donc instamment au Conseil de sécurité de prendre, contre les Etats en question, toutes mesures nécessaires compatibles avec la Charte.

16. L'Agence juive attire tout spécialement l'attention sur la responsabilité qui incombe au Gouvernement du Royaume-Uni du fait des agissements de la Légion arabe de Transjordanie, et rappelle à ce sujet la proposition que le soussigné a faite par écrit, le 19 avril, à M. l'Ambassadeur Lopez en sa qualité de Président du Conseil de sécurité, lettre dont vous trouverez ci-joint copie.

17. Etant donné le caractère urgent de la question, nous vous serions reconnaissants de vouloir bien attirer le plus rapidement possible l'attention du Conseil sur cette affaire.

Veuillez agréer, etc.

(signé) Moshe Shertok

ANNEXE A

le 5 mai 1948

DECLARATIONS ARABES SUR L'INVASION DE LA PALESTINE
REPRODUITES PAR LA PRESSE

Le Caire, correspondant du New York Times, 13 avril 1948

Le Roi Farouk a adressé aux chefs arabes le message suivant :

"Si les armées arabes entrent en Palestine pour sauver ce pays, Sa Majesté désirerait qu'il soit bien entendu que cette mesure doit être considérée comme une solution provisoire ne présentant en rien le caractère d'une occupation ou d'un partage de la Palestine. Après sa libération, la Palestine doit être rendue à son propre peuple qui élira le gouvernement qu'il entendra se donner."

Jérusalem, United Press, 20 avril 1948

D'importantes unités de la Légion arabe accompagnées d'au moins 30 camions et 7 voitures blindées et équipées de canons de deux pouces sont entrées dans le camp britannique de Allenby (lire "Alamein") situé dans les environs immédiats de Jérusalem, pour y remplacer les troupes britanniques. Le camp Allenby est le plus important de la région de Jérusalem. On annonce qu'il renferme des dépôts considérables d'armes et de munitions qui auraient été laissés intacts à la Légion arabe.

Amman, Associated Press, 23 avril 1948

Le Roi de Transjordanie a déclaré hier à des correspondants de presse que le monde arabe doit réagir contre le sionisme parce que "notre paix et notre liberté sont en jeu".

"Je fais appel à tous les pays arabes", a-t-il déclaré, "pour qu'ils se joignent à mon armée dans une marche sur la Palestine, destinée à sauvegarder le caractère arabe de ce pays."

Amman, Associated Press, 26 avril 1948

Le Roi Abdullah de Transjordanie a déclaré aujourd'hui qu'il se proposait de prendre personnellement le commandement des armées de Transjordanie, de Syrie et du Liban pour pénétrer samedi en Palestine.

Le Roi Abdullah a déclaré qu'il avait reçu du Conseil militaire de la Ligue arabe, le commandement des troupes libanaises et syriennes pour les combats en Palestine. Il a déclaré que des délégations de notables palestiniens et arabes l'avaient, en même temps, instantanément prié de se proclamer Roi de Palestine aussi bien que de Transjordanie et de transporter sa capitale à Jérusalem.

En expliquant que les troupes libanaises et syriennes avaient été mises à sa disposition pour réprimer le sionisme, le Roi Abdullah a dit : "Je me mettrai à la tête de mes troupes pour entrer en Palestine".

Comme on lui demandait si l'invasion de la Terre Sainte commencerait avant l'expiration du mandat britannique, le Roi Abdullah a déclaré : "Les Juifs se sont lancés à l'attaque de villages pacifiques, d'Haïfa, de Jaffa et d'une grande partie de Jérusalem, sans attendre le 15 mai. C'est là une provocation suffisante pour que les Etats arabes envoient leurs armées et j'estime qu'aucun des gouvernements des Etats arabes n'osera résister au désir de son peuple".

"Les Juifs ont attaqué les Arabes et il est parfaitement naturel que nous nous servions de nos troupes", a-t-il poursuivi; "j'ai déjà conseillé aux Juifs de se contenter de vivre en qualité de citoyens d'un Etat arabe. S'ils refusent de le faire, qu'ils n'oublient pas que je suis le Roi arabe d'un Etat arabe et que mon armée est une armée arabe. Je ferai ce qu'il me plaira".

Le Caire, United Press, 27 avril 1948

A Amman, le général Ismail Es-Afwat, chef de l'armée arabe de la libération, qui est actuellement en opération en Palestine, a déclaré à des correspondants de presse que les combats qui avaient lieu dans ce pays étaient entrés dans une phase qui exige la participation des forces régulières du monde arabe.

"Nos volontaires ne sont pas suffisamment entraînés et ne nous servent qu'à gagner du temps" a-t-il déclaré. "Nous avons besoin de soldats de l'armée régulière. Si l'on ne peut pas envoyer de troupes régulières des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies on doit les libérer afin que les hommes se portent volontaires pour la Légion arabe."

Amman, Associated Press, 28 avril 1948

L'Emir Abdul Illah, Régent d'Irak, a déclaré ce soir que "tous les pays arabes sont complètement d'accord pour se porter au secours de la Palestine et que leurs armées officielles passeront bientôt à l'action".

L'Emir a fait cette déclaration à Amman au cours d'une conférence à laquelle il participait en compagnie du roi Abdullah de Transjordanie, d'Abdul Rahman Azzam Pacha, Secrétaire général de la Ligue arabe et des Ministres de la défense et des affaires étrangères de l'Irak et de la Transjordanie.

Le Ministre des affaires étrangères de Transjordanie a déclaré que "toutes les armées régulières arabes passeront à l'action bien avant le 15 mai."

Beyrouth, United Press, 28 avril 1948

La légation de Transjordanie a fait connaître que des forces de la Légion arabe avaient occupé aujourd'hui l'établissement juif de Keshet (Gesher), à la limite de la Palestine et de la Transjordanie, après une bataille au cours de laquelle plus de quatre-vingt Juifs ont été blessés.

Jérusalem, United Press, 28 avril 1948

Un porte-parole du Gouvernement de Transjordanie a annoncé hier au soir que les armées arabes envahiraient la Palestine avant dix jours.

Ce porte-parole a également déclaré au cours d'un interview téléphonique que les autorités de Transjordanie et Abdul Illah, Régent d'Irak, avaient rencontré hier des chefs d'autres Etats arabes et étaient parvenues à "un accord complet".

Amman, Associated Press, 28 avril 1948

Refusant de tenir compte de démentis de l'armée britannique, le roi Abdullah a déclaré aujourd'hui, au cours d'un interview, que ses légionnaires avaient occupé Jéricho. Le Roi a dit que la formation se composait "des unités d'éclaireurs qui précèdent toujours l'armée régulière."

Jérusalem, Associated Press, 29 avril 1948

Abdul Illah, Régent d'Irak, a déclaré aujourd'hui à Amman à un correspondant de l'Associated Press, que des troupes irakiennes avaient quitté Bagdad en se dirigeant vers la Palestine. Il a ajouté qu'elles traverseraient la Transjordanie.

Le Ministre des communications d'Egypte, Dessouki Abaza Pasha a déclaré au Caire que d'importantes forces armées égyptiennes avaient été envoyées à la frontière de la Palestine. Le Ministre a déclaré que les Etats-Unis exerçaient une pression sur l'Egypte et sur d'autres pays arabes pour les faire renoncer à leur projet de guerre contre le sionisme.

Amman, Associated Press, 29 avril 1948

On apprend aujourd'hui de Transjordanie, de sources gouvernementales, que des troupes régulières venant des Etats arabes et fortes de 30.000 hommes au moins "viendront au secours de la Palestine avant le 15 mai".

Le roi Abdullah a eu aujourd'hui une nouvelle conférence avec son neveu, Abdul Illah, Régent d'Irak. Abdul Illah a déclaré qu'il était arrivé la veille du Caire, porteur de la promesse de tous les autres Etats arabes qu'ils feraient la guerre aux sionistes en Terre Sainte.

Refusant de révéler la date probable de l'invasion militaire de la Palestine, Abdul Illah a déclaré que les Etats arabes lanceraient à l'attaque des forces armées régulières et non des volontaires n'appartenant pas à l'armée régulière.

Le Premier Ministre du Liban, Riad es-Solh, a dit ce soir au roi Abdullah que les Parlements du Liban et de la Syrie avaient approuvé, hier, au cours d'un vote, l'invasion de la Palestine par leurs armées régulières.

Fawsi Mulki Pacha, ministre des Affaires étrangères, a déclaré que l'invasion aurait lieu avant le 15 mai, date à laquelle expire le mandat britannique en Terre Sainte.

Autres nouvelles.

Le 3 mai, le Palestine Post a cité le texte original de bulletins de l'Arab News Agency datés d'Amman dans lesquels il était indiqué notamment que l'Emir Talal, héritier présomptif de Transjordanie, dirigeait personnellement les opérations de la Légion arabe contre l'établissement de Gasher.

Un câble, en date du 1er mai de l'Arab News Agency d'Amman a annoncé que des avions militaires irakiens ont lancé des tracts aux troupes irakiennes stationnées en Palestine et prêtes au combat. Ces tracts portaient un message du Régent d'Irak.

19 avril 1948

Son Excellence, M. Alfonso Lopez
Président du Conseil de sécurité
Lake Success, New-York.

Monsieur le Président,

1. A la séance du Conseil de sécurité du 16 avril dernier, j'ai eu l'occasion d'attirer l'attention du Conseil, au nom de l'Agence juive pour la Palestine, sur la situation qu'a créée la présence d'unités de la Légion arabe en Palestine et de souligner le danger constant que ces troupes représentent pour la communauté juive du pays. L'anxiété de l'Agence juive et des Juifs de Palestine s'est exprimée à de nombreuses reprises sous forme de représentations adressées à la Puissance mandataire, et a fait l'objet de communications antérieures au Conseil de sécurité.
2. Au cours des quelques jours qui se sont écoulés depuis cette séance, les nouvelles qui nous sont parvenues directement et les comptes rendus qu'a largement publiés la grande presse ont indiqué que certaines unités de la Légion arabe avaient pris une part active à une attaque contre un établissement juif et qu'elles accordaient aide et protection à des bandes arabes opérant en diverses régions de la Palestine. Le roi de Transjordanie lui-même aurait déclaré qu'il enverra son armée, c'est-à-dire la Légion arabe, au secours des Arabes de Palestine. Le Ministre des affaires étrangères de Transjordanie, Fawzi al-Mulki Pacha, a également fait connaître, suivant l'Associated Press, que les forces régulières de son pays "interviendront très prochainement" en Palestine.
3. Les unités de la Légion arabe de Palestine font partie intégrante des forces britanniques. La Légion, prise dans son ensemble, est sous les ordres d'un officier britannique et elle est entretenue par des subvides de la Grande-Bretagne. La situation à cet égard est régie par le traité qui lie l'Angleterre et la Transjordanie, lequel a été renouvelé pas plus tard qu'en mars 1948, et aux termes duquel le financement et l'équipement de la Légion ainsi que la nomination de certains membres de son personnel de commandement incombent au Gouvernement du Royaume-Uni. La responsabilité de la Légion arabe appartient donc incontestablement au Gouvernement du Royaume-Uni. Il est surprenant que les autorités britanniques continuent à entretenir en Palestine une force qui constitue une menace contre la communauté juive, et qu'elles tolèrent que cette force participe à des attaques contre les Juifs et les établissements juifs.

4. Au cours de la séance du Conseil de sécurité à laquelle j'ai fait allusion, Sir Alexander Cadogan, représentant du Gouvernement britannique, a déclaré que les unités de la Légion arabe seraient retirées de la Palestine avant le 15 mai, date de l'expiration du mandat. A la lumière des faits exposés ci-dessus, cette déclaration doit être considérée comme insuffisante et non satisfaisante. Elle ne donne aucune explication des activités actuelles de la Légion, ni ne permet d'écarter la menace latente que cette Légion constitue.

5. En outre, étant donné les dispositions du traité, la responsabilité du Royaume-Uni touchant les activités de la Légion arabe ne prend pas fin à l'expiration du mandat mais persiste tant que le traité lui-même reste en vigueur. Le Gouvernement du Royaume-Uni est tenu de faire le nécessaire, même après le 15 mai, pour que cette force s'abstienne d'actes illégaux.

6. D'autre part, le Gouvernement de Transjordanie ne peut pas échapper à ses responsabilités en la matière sous le simple prétexte qu'il n'est pas Membre des Nations Unies. Le paragraphe 7 de l'Article II de la Charte ne laisse aucune liberté d'agir contrairement aux buts et aux principes des Nations Unies tels qu'ils sont exposés dans cet article. Le Conseil de sécurité a pleinement le droit, en ce qui concerne le Gouvernement de Transjordanie, d'imposer certaines mesures, comme il l'a fait antérieurement dans le cas de l'Albanie et de la Bulgarie, lesquels Etats ne sont ni l'un ni l'autre représentés à l'Organisation des Nations Unies.

7. Indépendamment de l'obligation juridique impérative qui lui incombe d'empêcher la Transjordanie de se livrer à une agression, le Conseil de sécurité a le droit moral d'exiger d'un Etat qui demande son admission au sein des Nations Unies qu'il agisse conformément aux buts et aux principes de l'Organisation. Le Conseil de sécurité devrait examiner les mesures prises par la Transjordanie à la lumière du paragraphe 1 de l'Article 4 de la Charte, lequel n'accorde le droit d'être admis au sein de l'Organisation qu'aux Etats "pacifiques" "capables de remplir les obligations de la présente Charte et disposés à le faire."

8. Il semble donc essentiel que toutes les unités de la Légion arabe soient retirées de Palestine immédiatement, et qu'après l'expiration du

mandat, la Légion soit empêchée de se livrer à quelque intervention que ce soit en Palestine. Le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de Transjordanie ont l'un et l'autre à cet égard une responsabilité évidente, à laquelle ils ne peuvent se soustraire. Nous insistons respectueusement pour que cette question fasse l'objet d'un examen immédiat et pour que le Conseil de sécurité prenne telles décisions qu'il jugera convenables pour inviter le Gouvernement du Royaume-Uni à agir dans le sens indiqué et mettre le Gouvernement de Transjordanie en garde contre une utilisation abusive de ses forces armées.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

(signé) Moshe Shertok.

